

De fiston à papa

La semaine dernière, par dérision, quelques jeunes sont allés à l'Élysée demander solennellement à Sarkozy de bien vouloir les adopter, « *parce que c'est plus facile quand on s'appelle Sarkozy... d'obtenir un emploi à temps plein !* », au vu du traitement réservé au « prince Jean » catapulté à la tête de l'Epad (L'Etablissement Public d'Aménagement de la Défense).

Un boulot cash

Alors que le taux de chômage des 18-25 ans approche les 25 % et leur taux de pauvreté les 20 %, quand des milliers de bac + 5 galèrent pour trouver des stages à 300 € par mois, l'Epad, en Sarkoland, c'est sympa ! Certes le job n'est pas officiellement rémunéré. Mais les 1,5 millions de mètres carrés de bureaux gérés par cet organisme dans le richissime quartier d'affaires de la Défense vont générer des milliards d'euros de droits à construire. De quoi se faire rembourser quelques petites notes de frais, voire plus si affinités. Et puis, une telle poule aux œufs d'or donne l'occasion de se faire plein d'amis dans le monde des affaires comme dans les circuits politiques. Ce qui peut être utile pour la suite de la carrière.

Évidemment, il s'est trouvé des aigris pour dire que ce n'était pas du jeu. Jusque dans les beaux quartiers de Neuilly, où Jean Sarkozy a ses « racines », comme il dit, et où on a vu de jeunes minets interviewés se dire un peu troublés par le fait que le petit prodige du 9-2, avec quatre ans de retard dans ses études, n'en soit encore qu'à sa deuxième année de fac de droit. Même ceux qui sont nés avec une cuillère en argent dans la bouche peuvent estimer que les privilèges, c'est encore plus classe quand c'est plus discret !

Devant la bronca dans l'opinion, la cour de Sarkozy père s'est donc livrée à un concours de léchage de bottes géant, qui a encore ajouté une petite touche de grotesque au tableau déjà chargé. Tel notable a expliqué que « *Jean Sarkozy est le fils d'un génie politique, il n'est pas étonnant qu'il soit précoce* » : les Hauts-de-Seine de la flagornerie, en quelque sorte. Tel autre ministre a accusé la presse de se livrer à rien moins qu'« *une chasse à*

l'homme » : sache-le, Jean Sarkozy, ce monde est sans pitié pour les jeunes de banlieue, même chic !

Neuilly et Gandrange

Toutes les chasses à l'homme du monde ne devaient cependant pas empêcher les bateleurs de bateler, et Sarkozy père de refaire cette semaine le voyage pour Arcelor-Gandrange. Début 2008 déjà, il était allé jouer les défenseurs de l'emploi dans cette usine menacée de fermeture. Il avait promis l'aide de l'État, une « politique de lutte contre la désindustrialisation » et toutes ces sortes de choses. Un an et demi plus tard, le site a fermé et ses 600 travailleurs se retrouvent à la rue. Pas de quoi empêcher Sarkozy d'y retourner pour y répéter les mêmes discours, mais prudemment, en visite surprise à la mairie, pas à l'usine, de peur de l'accueil des ouvriers !

Au-delà de l'anecdote, ce télescopage de l'affaire du fiston et de la visite du père à Gandrange témoigne de l'immense cynisme de ce gouvernement. Cela fait des années que Sarkozy et sa bande nous répètent que ce qui est blanc est noir, qu'ils sont les défenseurs de « la France qui travaille », mais que telle ou telle catégorie de salariés sont privilégiés, que les comptes de la Sécurité sociale sont minés par les assurés-profiteurs, que les chômeurs sont des assistés...

Face à cela, les aventures de Sarkozy junior au pays des quartiers d'affaires sont comme un rappel brutal de la réalité des prix : celle de toute cette coterie au service des industriels et des banquiers, dont font partie ces fameux « gestionnaires » du quartier de la Défense, qu'ils soient ou non pistonnés par papa ; celle des nouveaux records de profits pour les banques perfusées à l'argent public, pendant que des milliers de travailleurs sont licenciés chaque semaine. La réalité du fric et des privilèges du monde capitaliste, dont les Sarkozy père, fils ou Saint-Esprit ne sont que les obscènes fonctionnaires en exercice. La réalité, c'est le cynisme et l'étalage de richesses d'un côté, le chômage, la surexploitation et le désespoir individuel de l'autre, en attendant la grande révolte collective.

Un constat d'échec pour la direction

Un ingénieur de la DIESC s'est suicidé mercredi 7 octobre à son domicile. De fortes présomptions pèsent pour que ce nouveau drame soit lié au travail, comme par exemple le fait que Pascal venait d'être muté comme PFE (Pilote Fonction Élémentaire) à 51 ans, un retour arrière alors qu'il avait rapidement monté les échelons chez Renault jusqu'à devenir chef de service.

P. Pelata s'est senti obligé de prendre les devants en parlant d'un constat d'échec. Effectivement on peut constater l'échec des mesures prises par la direction qui n'aborde le problème qu'en surface.

Surcharge de travail liée aux départs et au chômage partiel, entretiens individuels notés, mobilités forcées, individualisation des promotions et des rémunérations... Une politique qui isole et fragilise toujours davantage les salariés. La demi-journée de l'équipe ne peut faire illusion.

Seules la résistance et l'action collectives des salariés pourraient inverser la tendance.

Des larmes de crocodile

Rares sont les familles de salariés qui se sont suicidés à mener le combat contre leurs employeurs. Celles d'Antonio, d'Hervé et de Raymond, trois collègues du Technocentre morts en 2006-2007, méritent notre respect et notre soutien.

Les deux premières ont obtenu que le suicide soit reconnu en accident du travail et ont porté plainte contre Renault pour faute inexcusable. La famille de Raymond se bat, elle, depuis presque 2 ans pour obtenir la reconnaissance en accident du travail car la direction de Renault nie bec et ongle sa responsabilité.

Une face cachée qui n'apparaît jamais dans les communiqués compatissants de la direction.

Renault toujours dans le déni

En déposant plainte contre la direction de Renault pour faute inexcusable, la veuve d'Antonio se bat pour mettre fin aux conditions de travail qui poussent des salariés au suicide.

Un combat toujours d'actualité, comme le montre la thèse défendue par l'avocate de la direction au tribunal le 19 octobre : *« le suicide d'Antonio n'avait pas pour origine le stress au travail mais un syndrome anxio-dépressif que celui-ci avait développé au fond de lui-même en raison de la perception inexacte qu'il avait de sa réussite professionnelle. »*

La preuve : le test de stress passé par Antonio au service médical du TCR 6 mois avant son suicide n'avait rien révélé (sic). Plus mauvaise foi, tu meurs !

Une cathédrale de chartes

La nouvelle charte de mobilité Renault est présentée comme permettant de « développer nos compétences ». C'est en fait un serrage de vis : il faudrait changer de poste tous les trois à cinq ans, en motivant son refus parmi trois propositions faites successivement. En réalité, avec les réorganisations permanentes, des salariés se voient souvent imposer un poste et un seul. Et au CEG, il n'y en a pas qui ont fait déjà leurs trois ans ?

Formation débrayage

Jeudi 8 octobre, environ 70 salariés des ateliers de la DIPV (ex-CRP) ont débrayé pendant plus d'une heure pour protester contre les formations obligatoires pendant le chômage partiel : contenus bidons, horaires décalés incompatibles avec les horaires habituels et les transports...

La direction de la DIPV a dû recevoir une délégation et céder au moins sur les horaires. Une victoire partielle qui montre que l'action collective, ça paie !

Une course de retard

Le jeudi 8 ont eu lieu les foulées du Technocentre. La course à pied avait surtout pour but de faire une opération de communication puisque la direction avait invité des journalistes. Sauf que cette journée a été marquée par l'annonce d'un nouveau suicide d'un salarié du TCR.

L'envers du panoramique

Au Panoramique, le self du Gradient, le nombre de repas servis a augmenté de plusieurs centaines par jour et cela sans augmentation des effectifs d'Avenance. Pas étonnant que la qualité des plats et les conditions de travail des salariés d'Avenance se dégradent.

Licenciements, suppressions d'emplois : ça suffit !

Le 22 octobre, la CGT et SUD appellent à manifester jusqu'au ministère de l'industrie à Bercy contre les suppressions d'emplois.

Une étape importante dans la mobilisation pour interdire les licenciements. Soyons nombreux !

A lire absolument

Paul Moreira et Hubert Prolongeau ont enquêté sur les suicides au travail. Leur nouveau livre « Travailler à en mourir » (Flammarion - 20 €) revient sur les événements qui ont poussé Antonio, Hervé et Raymond au suicide, à l'aide d'interviews de salariés, de militants syndicaux et de représentants de la direction du TCR. Eclairant et ... révoltant !